

2025/



## DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE VILLE DE RIS-ORANGIS

### **DÉCISION N°2025- 117** **Du jeudi 24 avril 2025** **Résiliation du marché 2018-11 pour motif d'intérêt général –** **Travaux de construction d'un RAM-LAEP à Ris-Orangis (91130) – Lot** **n°6 avec la société TEP**

Le Maire de Ris-Orangis, Conseiller départemental de l'Essonne,

**VU** les articles L.2122.22, L.2122.23 Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Décret n°2015-360 du 25 mars 2016 et notamment son article 30 I 2° relatif aux marchés négociés sans publicité ni mise en concurrence,

**VU** le CCAG travaux de 2009 en son article 46.4 relatif à la résiliation pour motifs d'intérêt général,

**VU** la délibération du Conseil municipal n° 2021/109 en date du 7 mai 2021 modifiée par la délibération n°2022/149 du 18 mai 2022 relative à la délégation de compétence au Maire, en application des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** la décision n°2018-271 du 31 août 2018 attribuant le lot 6 Plâtrerie – Faux-Plafonds – Peinture à la société TEP,

**VU** le marché 2018-11 attribué à l'entreprise TEP en son lot 6 pour un montant de 51.509,92 € HT soit 61.811,90 € TTC,

**CONSIDÉRANT** que dans le cadre des travaux engagés pour la construction du RAM-LAEP, il est constaté qu'à ce jour les travaux n'ont toujours pas repris, et la commune ne dispose d'aucune visibilité quant à l'aboutissement des travaux aussi bien en termes de nature de travaux de reprise que de calendrier, mais également de coûts associés,

**CONSIDÉRANT** que ces retards significatifs exposent la commune à des pertes de financement ; de plus cette inertie sur le chantier aboutit à une dégradation continue du bâtiment, ce qui a nécessairement des répercussions notables sur la consistance et la valeur du patrimoine de la ville avec un impact direct sur les finances publiques,

**CONSIDÉRANT** que face à cette situation, il apparaît nécessaire de procéder à une résiliation pour motifs d'intérêt général,

2025/

**CONSIDÉRANT** que la partie non encore exécutée du marché sera dédommée à hauteur de 5% du montant desdites prestations, ; fera également l'objet d'une indemnisation la part des frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées,

---

**DÉCIDE :**

Le Maire certifie sous sa responsabilité

Le caractère exécutoire de cet acte :

Transmis en Préfecture

le :

**28 AVR. 2025**

Publié le :

**28 AVR. 2025**

Notifié le :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours

Devant le Tribunal Administratif de Versailles

Dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification.

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : DE RESILIER pour motifs d'intérêt général, le marché 2018-11 relatif aux « Travaux de construction du RAM-LAEP » en son lot 6 avec la société TEP.

**ARTICLE 2** : DIT que la partie non encore exécutée de la tranche ferme sera dédommée à hauteur de 5% du montant desdites prestations, ; fera également l'objet d'une indemnisation la part des frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées.

**ARTICLE 3** : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à :

- Madame la Préfète de l'Essonne,
- Monsieur le Receveur de Grigny.

Fait à Ris-Orangis, le jeudi 24 avril 2025.

Le représentant légal du pouvoir adjudicateur  
Par délégation du Maire  
Riadhe OUARTI  
Directeur Général des Services

Signé électroniquement par :  
RIADHE OUARTI  
Le 28/04/2025 à 09:07